



Intervention des étudiants de Sciences Po Rennes devant l'ambassade d'Israël, le 30 mars 2017

Nous, étudiants de Sciences Po Rennes, déclarons que nous sommes fermement opposés à la tenue de cette conférence. Aliza Bin Noun s'est invitée au sein de notre établissement pour représenter l'Etat d'Israël, un état colonisateur gouverné par l'extrême droite. Israël, la soi-disant seule démocratie du Moyen-Orient, viole depuis des décennies le droit international et continue d'imposer un régime d'apartheid violent aux Palestiniens en dépit de l'indignation internationale. L'apartheid, nous le rappelons, désigne un régime où une partie de la population subit des discriminations et une exclusion fondée sur des critères de races, d'ethnies ou de religions. Ce mois-ci, l'Etat d'Israël ainsi que les Etat-Unis ont fait pression sur l'ONU pour supprimer un de ses rapports rédigé par deux américains spécialistes du droit international, Richard Falk et Virginia Tilley, concluant qu'« Israël est coupable de politique et de pratiques constitutives du crime d'apartheid ». Cela a conduit, en signe de protestation, à la démission de la secrétaire générale adjointe des Nations unies, Rima Khalaf.

Quotidiennement, en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, les autorités israéliennes procèdent à des expulsions forcées ainsi qu'à des démolitions d'habitations palestiniennes en Cisjordanie alors qu'elles continuent d'y promouvoir ses colonies illégales. En 1974, on recensait 2019 colons israéliens en Cisjordanie. En 2013, ils étaient 500 000. L'extension incessante des colonies israéliennes ne cesse de faire reculer la possibilité pour les Palestiniens d'avoir leur propre Etat puisqu'elles induisent un morcellement de leur territoire, morcellement voulu par Israël. Cette dernière impose aussi des restrictions sévères à la liberté de circulation des Palestiniens et maintient depuis 10 ans un blocus militaire sur la bande de Gaza, imposant à 1,9 million d'habitants des conditions de vie inhumaines. Depuis de nombreuses années, l'armée israélienne assassinent des civils, y compris des enfants, et jettent en prison celles et ceux qui osent défier leur occupation. Elle use de la torture en toute impunité sur ses détenus. Fréquemment, Israël exerce des attaques massives à l'encontre des palestiniens sous couvert de légitime défense : en 2009, avec l'opération Plomb Durci à Gaza, 1300 palestiniens sont morts, 5000 ont été blessés, pour 13 morts du côté israéliens. En 2014, 1460 palestiniens à Gaza ont péri sous les bombardements israéliens. D'après le gouvernement israélien, 47% de ces morts étaient des terroristes. Le peuple palestinien est totalement démuni face à l'Etat israélien qui possède l'une des armées les plus puissantes du monde. Le budget annuel de l'armée israélienne en 2015 était de 18,6 milliards de dollars et il ne cesse d'augmenter.

Ces dernières semaines, l'ambassade d'Israël, que Madame Aliza Bin Noun dirige, a multiplié les pressions sur plusieurs universités dans le but d'empêcher la tenue des événements de l'International Apartheid Week qui devaient se tenir partout en France. Certains militants de l'Association France Palestine Solidarité à Rennes ont été par la suite menacés de mort et de viol par des militants d'extrême droites pro-Israël. Nous ne comprenons pas comment une représentante du gouvernement israélien peut s'octroyer le droit de parler au sein des universités françaises tout en niant celui des militants contre l'occupation israélienne à exprimer leur solidarité envers les Palestiniens.

C'est la campagne de boycott international qui a réussi à venir à bout du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Ainsi, nous exigeons l'abrogation de la circulaire interdisant la campagne BDS en France et nous revendiquons la nécessité d'un boycott total envers l'Etat d'Israël afin que les palestiniens et les palestiniennes puisse enfin accéder à la liberté et à la dignité. Comme l'a dit Mandela « Notre liberté est incomplète sans la liberté du peuple palestinien ». Ainsi, pour protester contre la politique d'Israël, nous vous demandons à tous de bien vouloir quitter la salle pour faire en sorte que cette conférence n'ait pas lieu. Si vous hésitez encore, sachez que madame Aliza Bin Noun, ici présente, nie l'existence des colonies israélienne en Cisjordanie et a été la cheffe du Bureau politique du ministre israélien des Affaires étrangères Liberman en 2012 qui a de magnifiques citations dont celle-ci au sujet des prisonniers palestiniens « Je propose de les transporter en autocars jusqu'à la mer morte pour les noyer ».